



**Journée du 27 août 2008**

## **PLENIERE D'OUVERTURE**

### **USA : STILL A GIANT...**

**Intervenants :**

**Louis Gallois, président exécutif d'EADS**

**Stuart Haugen, PDG de Certus Executives, vice-président de  
Republicans Abroad**

**David Ignatius, journaliste au Washington Post**

**Christine Lagarde, ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi**

**Loïc Le Meur, PDG de Seismic**

**Christophe de Margerie, PDG de Total**

**Dominique Moïsi, conseiller spécial de l'Ifri**

**Michel Pébereau, président du conseil d'administration de BNP Paribas**

**Hubert Védrine, associé gérant de Hubert Védrine Conseil, ancien  
ministre**

**Animateur : Olivier Jay, directeur délégué de la rédaction du Journal  
du Dimanche**

Christine Lagarde, ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi

« Les magiciens de la finance ont transformé le pays et ses valeurs en un gigantesque casino. La permissivité a érodé notre système de valeurs, de même que la déréglementation a érodé l'intégrité de notre système financier, pour provoquer au final un désastre. », Felix Rohatyn, 1992.

Les choses changent et se ressemblent. Alexis de Tocqueville devrait continuer à être lu, pour les valeurs qu'il a soulignées et qui permettent de développer une économie : l'esprit d'entreprise, et l'individualisme dans le respect de la liberté et avec la solidarité nécessaire.

Le monde entier a cru, à la fin des années quatre-vingt, alors que Paul Kennedy publiait *The Rise and Fall of the Great Powers*, que les États-Unis allaient sombrer dans le déclin. Il n'en a rien été. Même chose en 2002 avec Charles Kupchan, et encore tout récemment avec Nouriel Roubini, professeur à l'université de New York, qui prédit, une fois de plus, le déclin des États-Unis.

Ces prédictions sont à relativiser, dans la mesure où le PIB par tête américain se situe aux alentours de 45 000 \$, soit 30 % de plus qu'en Europe, 55 % de plus en parité de pouvoir d'achat.

Les États-Unis sont la première puissance économique mondiale, avec un PIB de 14 trillions \$, et le dollar ne s'est pas complètement effondré. C'est également la première puissance de défense, et la première puissance en termes de diffusion culturelle musicale et cinématographique.

La contagion de la crise financière qui a eu lieu récemment montre également l'influence prépondérante des États-Unis sur le reste du monde.

Un milliard de dollars s'échangent chaque jour entre la France et les États-Unis, toutes causes confondues.

Il n'en reste pas moins qu'un certain nombre d'autres puissances, qui ne sont plus seulement des puissances émergentes, sont en train de rattraper les États-Unis, comme en témoigne la première place de la Chine, en termes de médailles d'or, aux Jeux olympiques de Pékin en 2008.

Les États-Unis sont confrontés à une forte crise économique, qui se traduit par :

- la hausse de 15 % du prix de leurs importations depuis un an
- la baisse du prix de l'immobilier de près de 15 %
- les pertes importantes du secteur financier, plus de 300 milliards d'euros pour les seules banques américaines
- la dépréciation du dollar
- l'inflation, qui atteint actuellement 5,6 %
- la hausse du chômage

Cependant, à l'image de Donald Trump, les États-Unis n'ont jamais manqué de rebondir et de se réinventer, comme cela a été le cas lors du sauvetage de la banque Bear Stearns ou lors de la mise en place de plans de relance appropriés, qui ont permis au pays de renouer avec la croissance au cours des deux premiers trimestres 2008. Cette capacité de réinvention se révèle également dans la course à l'élection présidentielle de 2008, avec ces deux candidats hors du commun que sont Barack Obama et John McCain. Les États-Unis se fondent non pas sur un modèle, mais sur des valeurs qui leur permettent de se régénérer en se réinventant.

Ces valeurs sont au nombre de trois :

- La self esteem : capacité de croire en soi, de tomber et de se relever sans faire l'objet de critiques excessives dès lors que l'énergie est au service du rebond. La place accordée à la recherche&développement (R&D), qui place 16 universités américaines parmi les 18 premières du classement de Shanghai, illustre bien cette capacité de confiance en soi.

- L'ouverture et l'accueil par rapport aux autres, jusqu'à la prise de risque avec l'attribution de green cards par loterie.
- La faculté de "give back what you have received", qui permet à certains grands patrimoines américains de donner environ 10 % de leur fortune à des fondations du type de celle de Bill et Melinda Gates, sans parler du geste de Warren Buffet qui lui a légué l'intégralité de sa fortune.

En conclusion, les États-Unis ne sont pas en déclin, mais comme l'explique Fareed Zacharia dans *The Post American World*, d'autres géants sont en train de faire leur apparition. Les États-Unis, qui ont « la jeunesse pour tradition », demeureront donc, parmi les autres, un géant.

## **Michel Pébereau, président du conseil d'administration de BNP Paribas**

La crise que traverse actuellement l'économie américaine n'est pas que conjoncturelle, et met en évidence un déséquilibre plus fondamental.

Contrairement à une crise de mauvais crédits « traditionnelle », la crise des subprimes a débouché sur une crise mondiale des marchés financiers, ainsi que sur la crise plus fondamentale de la balance des paiements courants des États-Unis, déséquilibrés depuis 1990.

Depuis 1997, le déficit est passé d'un niveau maîtrisable – 1,5 % du PIB – à un niveau structurellement préoccupant – 5 à 6 % du PIB. Ce déficit traduit l'insuffisance d'épargne des Américains, dont la crise des subprimes est la conséquence.

Les Américains se sont beaucoup endettés pour acheter leur maison, endettement non couvert par l'économie américaine, qui a donc accentué le déficit des paiements courants américains. La croissance américaine, et par voie de conséquence européenne, a donc été alimentée par ce déficit au cours des dernières années. Corriger ce déficit pose le problème des modalités de la croissance, aux États-Unis et en Europe. Si la crise reste maîtrisable, elle va conduire à un changement du modèle de développement économique américain, et donc de celui du reste du monde.

L'économie américaine conserve une formidable capacité de rebond, qui devrait lui permettre de sortir de la crise, pour plusieurs raisons :

- L'économie est productive, avec une croissance de la productivité de plus de 2 %, contre 1 % en France
- L'adaptation des travailleurs est permanente et le chômage de longue durée inexistant, avec seulement 12 % de chômeurs qui restent plus d'un an au chômage, contre 40 à 50 % en France.
- Les nouvelles entreprises américaines créent plus d'emplois qu'en Europe – deux fois plus au bout de 7 ans.
- L'effort qui est fait au niveau de l'enseignement supérieur permet de réaliser un effort permanent au niveau de la R&D et de l'innovation. Deux fois et demie plus d'argent est dépensé pour un étudiant américain que pour un européen. Ils ont compris avant le reste du monde que la compétition se jouait avant tout sur le savoir et donc sur la R&D.
- Le dollar reste la première monnaie de réserve, deux fois plus importante que l'euro, et de change – 85 % des transactions de change dans le monde utilisent le dollar, contre 37 % pour l'euro.
- La capitalisation boursière s'élève à 16 000 Md\$ contre 6 000 Md\$ en Europe.

Les États-Unis sont donc toujours un géant, et c'est une bonne chose dans la mesure où les conditions de la croissance des années à venir vont être établies sur des bases nouvelles. De nouvelles problématiques, telles que la question de la consommation de gaz carbonique en Chine, où celle de l'adoption de la flat tax par un pays d'Europe centrale, déterminantes en termes d'environnement et de compétitivité au sein de l'Europe sur le plan des investissements et de l'emploi vont se poser.

Les problèmes liés à la finance, à l'environnement et à l'énergie nécessiteront une coordination mondiale au niveau économique, après l'échec de Kyoto et les difficultés de l'OMC. Cette coordination n'est possible que sous l'égide des États-Unis, tant la puissance militaire des États-Unis peut jouer un rôle pour provoquer le rassemblement général autour de cette idée de coopération mondiale.

## **Louis Gallois, président exécutif d'EADS**

L'hégémonie américaine dans le secteur de l'aéronautique, de l'espace et de la défense est évidente, de par la taille du marché américain, la capacité technologique et industrielle du pays, la politique industrielle de l'administration, et le poids du ministère de la Défense en son sein.

Face à ce concurrent hégémonique, EADS dispose de trois lignes d'action :

- Être présent aux États-Unis, qui représentent 50 % du marché mondial de la défense et 40 % des avions volant dans le monde. C'est là aussi que s'élaborent les technologies de pointe. C'est aussi le pays du dollar, et c'est un handicap de travailler avec l'euro dans le contexte actuel, car EADS devient très sensible aux variations de la monnaie américaine.
- Devenir partie intégrante du système américain, c'est-à-dire créer de l'emploi aux États-Unis et donc bénéficier de la protection de lobbies, investir aux États-Unis pour être visible, et respecter les règles de sécurité sur la protection des hautes technologies. C'est un choix difficile pour un constructeur européen, mais obligatoire pour sa réussite commerciale, comme le montrent les récentes négociations avec l'administration américaine, qui comprennent l'implantation d'une usine dans l'Alabama. Ces choix soulèvent les mêmes questions et difficultés pour chacun des quatre pays européens constructeurs que sont la France, l'Allemagne, l'Espagne et la Grande-Bretagne.
- Connaître les limites de cette implantation, dans la mesure où tous les secteurs d'activité dans ce domaine ne seront pas à la portée d'EADS, notamment les plus sensibles, traditionnellement protégés par la politique industrielle du pays et par les lobbies. EADS risquerait de perdre spontanément son ou ses clients acquis dans un domaine sensible, tel que par exemple les composants électroniques pour le Pentagone. Enfin, les synergies avec l'Europe seront limitées, et les transferts de technologie vers l'Europe ne seront pas possibles en raison des puissants systèmes américains de protection des technologies.

Cette stratégie de long terme, reposant sur la considération de l'hégémonie américaine durable qui caractérise le domaine de l'aéronautique, ne doit pas faire oublier les racines européennes d'EADS, dont le choix permettra de continuer à créer des emplois en Europe.

Sur ce plan-là, les États-Unis sont véritablement un géant.

## Christophe de Margerie, PDG de Total

Les discours de MM. Obama et McCain sur l'énergie sont assez peu compréhensibles. Les États-Unis ne produisent que 7 millions de barils de pétrole par jour, sur un total de 86 millions, et en importent 14 millions, ce qui en fait le premier consommateur d'énergie et le premier émetteur de gaz à effet de serre au monde. Qu'ils le veuillent ou non, ils sont donc bien un géant du point de vue de l'énergie, notamment parce qu'ils sont à l'origine de l'exploitation du pétrole, et qu'ils ont pendant longtemps été le premier producteur, avec 11 millions de barils par jour, ce qui donne normalement un certain nombre de devoirs.

Les États-Unis sont aujourd'hui confrontés à plusieurs problèmes :

- La dépendance énergétique
- Le changement climatique, qui devient une vraie préoccupation
- La relativité du gigantisme, car Exxon, la plus grosse société pétrolière au monde, ne représente que 1 % des réserves mondiales et 3 % de la production. Le contrôle des réserves est désormais passé aux mains des pays producteurs et des compagnies nationales.

Pour l'Europe, le problème de sa dépendance se traduit par le souci de maîtriser sa consommation et de réaliser des économies d'énergie.

Pour les États-Unis, la réflexion est basée sur la croissance de l'offre domestique, l'ouverture des zones vierges proposées par Georges Bush, la question de l'éthanol – qui reste relativement fantasmé – et surtout la recherche permanente de nouvelles idées qui caractérise ce pays, comme le charbon propre – les réserves de charbon des États-Unis sont les premières au monde, le double de celles de la Chine.

Les États-Unis ont également, contrairement à l'Europe, une diplomatie pétrolière, mélange de pragmatisme – le cas de l'Afrique –, et de contradictions – l'Iran et le Venezuela – lorsque les prix sont maintenus à la baisse tout en limitant l'accès des compagnies pétrolières au pétrole.

Les États-Unis ne semblent pas prêts aux concessions dans le domaine de l'énergie. Ils n'ont pas signé les accords de Kyoto, et ne semblent pas vouloir régler le problème avec les autres partenaires. Seul un engagement lointain a été pris, celui de diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050.

Les États-Unis resteront un géant en matière d'énergie, par leur consommation, par leurs réserves, indépendamment du pétrole et du gaz, et par leur technologie remarquable. Mais un géant doit montrer l'exemple, et non pas demander à la Chine de faire le premier pas, d'autant que ce géant détient les technologies les plus avancées.

L'Europe doit aider les États-Unis dans cette démarche, d'autant plus que sur les cinq plus grandes compagnies pétrolières et gazières mondiales, trois sont européennes et deux américaines. Il serait temps que les États-Unis se montrent davantage coopératifs envers l'Europe, car le monde a besoin de géants pour régler le problème de l'énergie.

## Loïc Le Meur, PDG de Seismic

Loïc Le Meur a créé plusieurs entreprises en France, pour finalement s'implanter aux États-Unis, après que la Silicon Valley soit apparue comme étant le centre du monde en ce qui concerne Internet. Aucun leader mondial de l'Internet n'est européen, puisque toutes les entreprises à succès dans ce secteur d'activité ont été rachetées par des Américains.

Le succès américain est dû à une combinaison de facteurs :

- La présence d'entrepreneurs qui sont de véritables mythes vivants, comme les créateurs de Google ou la personne de Steve Jobs. Ces idoles, inexistantes en Europe, exercent une grande fascination et sont une source supplémentaire de motivation.
- Une mentalité radicalement différente, puisque l'aide d'acteurs privés en direction des jeunes entrepreneurs est beaucoup plus facile à obtenir, et que l'échec n'est pas vu comme une catastrophe.
- Le travail permanent
- L'importance du salaire relativisée par celle des stocks options, jugés plus importants
- Les fonds plus faciles à trouver pour les jeunes entrepreneurs, grâce aux Business angels
- Les connexions avec l'université, beaucoup plus élaborées, ces dernières n'hésitant pas à solliciter directement les entreprises pour des séances de travaux pratiques

En guise de conclusion, la différence entre les États-Unis et la France tient surtout à une façon de promouvoir les jeunes entrepreneurs et à un état d'esprit général.

## **Stuart Haugen, PDG de Certus Executives, vice-président de Republicans Abroad**

Stuart Haugen est à la fois politicien au sein du Parti républicain et homme d'affaires, notamment en France.

Les Américains seront les premiers à être soulagés par la fin des années Bush, même au sein du Parti républicain.

MM. Obama et McCain sont tous deux des multilatéralistes, qui rompent avec l'unilatéralisme et feront des États-Unis un meilleur partenaire pour la France, pour l'Europe, et pour le monde.

Les États-Unis font face à certains problèmes :

- Une dispersion militaire, de l'Irak à l'Afghanistan
- Des soucis énergétiques avec la hausse du prix du pétrole
- Une crise du crédit globale
- Une image en crise
- Des concurrents en forte progression, comme la Chine

La question se pose donc de savoir si les États-Unis sont toujours un géant.

L'Australien Michael Fullilove, chercheur à la Brookings Institution, constate toujours un grand fossé entre le reste du monde et les États-Unis, dans trois domaines :

- Le hard power
- La puissance économique, avec un PIB de 14 trillions de dollars soit 25 % du PIB mondial
- La puissance énergétique, avec des ressources inexploitées de schistes pétrolifères qui correspondent à un niveau entre trois et cinq fois supérieur aux ressources pétrolières de l'Arabie Saoudite, qui deviennent exploitables du fait de la hausse du prix du pétrole
- La place de numéro un en compétitivité globale, d'après le World Economic Forum (forum de Davos)
- Les dépenses militaires, supérieures à celles du reste du monde combinées, qui font des États-Unis le seul pays capable d'une politique extérieure globale, et de projeter sa puissance militaire n'importe où sur terre.

- Le soft power
- La capacité d'obtenir des autres pays ce que les États-Unis veulent, sans recourir à la force. L'influence des États-Unis reste vive sur l'imaginaire du monde, comme en témoigne l'intérêt suscité par l'élection présidentielle, notamment en ce qu'ils restent une hyperpuissance ouverte, démocratique, méritocratique. Les années Bush ont noirci l'image des États-Unis, mais celle-ci devrait se revivifier avec le prochain président.
- Le smart power
- La capacité d'écho de tout ce qu'il se passe aux États-Unis, qui est relayé dans le monde et qui gagne donc en impact. La capacité de renouvellement de la créativité américaine par l'accueil de nouveaux immigrants.

Certes les États-Unis ont des difficultés, mais la Chine a des problèmes politiques et économiques, l'Europe est divisée, la Russie reste peu attractive, l'Inde est victime de la pauvreté.

## **David Ignatius, journaliste au Washington Post**

Barack Obama est-il un géant ? Deviendra-t-il un géant ?

Les démocrates sont actuellement angoissés aux États-Unis, et la victoire ne semble plus si proche, malgré tous les problèmes rencontrés par l'administration Bush en Irak, en Afghanistan, en Iran, au Pakistan et d'un point de vue économique.

Barack Obama est brillant, très intelligent, mais en cela il représente un risque, et l'Amérique n'aime pas les risques, même si elle a pu faire ce choix, en 1960 avec Kennedy, très jeune, et en 1976 avec Carter.

John McCain est un vrai héros, qui peut devenir, avec le soutien de Karl Rove et la parution de son livre *Faith of My Father*, de plus en plus fort dans les élections.

Mais les États-Unis ont-ils vraiment besoin d'un « géant », au sens d'un showman comme par exemple M. Sarkozy en France ? Rien n'est moins sûr, et le surnom de « Mister Cool » est bien à propos pour M. Obama.

Les États-Unis vivent une époque de remise en question. Ils étaient véritablement un géant, quoiqu'empêtrés, au sortir de la guerre du Viêt Nam, mais ils le sont désormais moins. Ils doivent chercher un moyen désormais de ne pas s'autodétruire, plus que de retrouver à tout prix leur gigantisme.

Les États-Unis doivent se poser la question de savoir quelles sont la taille et la puissance qu'ils doivent avoir, plus que de prolonger une course illimitée vers la puissance. Ils doivent trouver la « right size » et Obama semble le mieux placé, de par sa personnalité réservée, pour le faire. Le monde est en transition, et les États-Unis s'adaptent eux aussi à cette transition. La puissance de la Chine et de la Russie a considérablement augmenté, celle des États-Unis s'est un peu réduite, et cela va continuer pendant plusieurs années.

Daniel Bell, sociologue et essayiste américain, a dit : « La nation est trop grande pour les petits problèmes du monde, et trop petite pour les gros problèmes du monde », ce qui reste d'actualité aujourd'hui, notamment en ce qui concerne le réchauffement climatique d'un côté et le problème du Kosovo de l'autre. Les instruments « right sized » sont difficiles à trouver.

Le monde du journalisme et des mass media est aujourd'hui en difficulté, du fait de la fragmentation induite par l'Internet et les blogs. Tout le monde peut désormais être journaliste à son échelle, et le travail réalisé dans le cadre du main stream media (MSM), c'est-à-dire au sein des grandes voies traditionnelles de diffusion de l'information, est de plus en plus souvent l'objet de railleries qui le discréditent, les principaux journalistes étant assimilés à une caste de privilégiés. Le journalisme américain est de moins en moins indépendant, et de plus en plus orienté vers certaines opinions.

La vie privée disparaît, traquée par l'omniscience des téléphones portables.

Concernant la politique américaine, il faut tourner la page, certes, mais dans quel livre ?

## **Dominique Moïsi, conseiller spécial de l'Ifri**

Les États-Unis sont incontestablement un géant, mais un géant qui doute de ses performances, de son statut, de son essence. Il est dominé par la peur, empêtré dans ses guerres, et assiste, impuissant, à la montée d'autres grands à ses côtés.

Les États-Unis ont déjà connu des moments de doute, comme au Viêt Nam, mais le doute actuel est plus grave et plus profond, en écho à la profondeur des changements actuels du monde.

Les défis d'hier étaient relativement faciles à analyser et à quantifier. Ils sont aujourd'hui plus complexes, plus nombreux, et simultanés, avec trois défis majeurs :

- La montée en puissance de l'Asie
- Le retour de la puissance impériale russe
- L'arc de crise moyen-oriental, avec cinq défis étroitement liés, par ordre d'importance croissante : la Turquie, l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan.

Face à l'Asie, les États-Unis se retrouvent d'une certaine façon dans la situation de l'Europe au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Elle doit accepter que l'Asie reprenne à son compte la torche de l'espoir. Plus de 1,3 milliard de Chinois veulent consommer comme les Américains, sans vouloir être gouvernés comme eux.

Les États-Unis, comme l'Europe, sont désarmés face à la montée de l'impérialisme russe, et la réponse ne semble pas se trouver dans une alliance des démocraties. Une alliance entre les États-Unis et la Chine serait plus pertinente, compte tenu du défi qu'ils ont en commun au regard de leur dépendance énergétique et des enjeux climatiques. Les États-Unis et l'Europe sont en train de perdre la guerre en Afghanistan, comme les Israéliens l'ont perdue au Liban, car il ne peut y avoir de victoire dans ce pays sans une stabilisation du Pakistan, stabilisation qui reste improbable. Concernant l'Iran, M. Obama considère à juste titre qu'un dialogue doit être engagé, mais cela ne doit pas se faire à la légère. Pour relever ces trois défis, les États-Unis doivent d'abord retrouver leur légitimité morale, qu'ils ont perdue en devenant progressivement au cours des huit dernières années un symbole d'oppression dans l'imaginaire européen, passant du symbole de liberté et de rédemption d'un John McCloy à celui des combinaisons orange des prisonniers de Guantanamo. Aujourd'hui, les États-Unis doivent être plus ambitieux pour eux-mêmes et plus modestes pour le monde, d'autant plus qu'ils restent porteurs d'un message universel qu'ils sont les seuls à détenir : celui du rêve américain. Ce rêve doit se réincarner dans un homme nouveau, porteur des valeurs traditionnelles des États-Unis. Dans un pays traditionnellement porté par la jeunesse et l'optimisme, l'âge peut être plus handicapant que la couleur de peau. Obama est plus proche de Clinton que des autres anciens dirigeants démocrates, et est un véritable « tueur » sur le plan politique. Les Américains doivent faire le bon choix, pour sauver leur pays du déclin, et si Obama se radicalise un peu face aux Russes comme il l'a fait en choisissant Biden pour colistier, il peut apparaître comme une solution intermédiaire de qualité face à McCain.

## **Hubert Védrine, associé gérant de Hubert Védrine Conseil, ancien ministre**

Les États-Unis sont une grande puissance, et resteront vraisemblablement pour longtemps, sans être omnisciente ni invulnérable, la plus grande puissance que l'on n'ait jamais vue. Ils ont acquis de grands pouvoirs dans des domaines très différents, qui ne peuvent pas être aujourd'hui contestés.

Les États-Unis resteront le pays le plus puissant, mais cela ne doit pas faire oublier le mouvement de fond qui semble s'être enclenché, depuis le début de la domination de l'Occident sur le monde au XVI<sup>e</sup> siècle, et qui redistribue les cartes au niveau mondial. La démocratie ne parvient définitivement pas à s'implanter dans un certain nombre de pays, notamment la Birmanie ou la Chine. L'Occident ne maîtrise pas l'arc moyen-oriental, ni la Russie. Les États-Unis vont donc avoir à gérer non pas le déclin de l'Occident, mais l'apparition de nouvelles puissances, dans un monde multipolaire sauvage et concurrentiel, d'autant plus que les 6,5 milliards d'habitants de la terre comptent environ 1 milliard d'Occidentaux, et 5,5 milliards « autres ». Cette gestion ne sera pas simple dans la mesure où les nouvelles puissances, comme la Russie ou la Chine, sont à la fois des partenaires, des menaces, des concurrents, et des terres de mission à « évangéliser » avec la démocratie. La façon dont réagiront les États-Unis face à cette situation va déterminer l'avenir de la puissance occidentale, entre pérennité et déclin. La question se pose également au niveau de l'accord entre les États-Unis et l'Europe sur la question russe, qui laisse souvent les Européens divisés, notamment parce que les intérêts russes légitimes n'ont pas forcément toujours été pris en compte ces dernières années, mais aussi sur les autres questions clés que sont la Chine, l'Inde, et l'ensemble arabo-musulman. Parce que les Européens sont souvent divisés, les États-Unis ont alors tendance à trancher de façon unilatérale, ce qui n'est pas une bonne chose.

S'il y a un besoin de réorganisation méthodique de la politique étrangère américaine, les Européens ne doivent pas rester de simples spectateurs passionnés, comme ils le sont devant l'élection présidentielle américaine depuis 1945. L'Europe doit regarder cette situation en tant que futur partenaire actif. Il lui reste le temps de se demander ce qu'elle attend concrètement des États-Unis, de définir ce qu'elle est capable de proposer, ses priorités, sa politique. Si cela n'est pas fait, les grandes questions du monde occidental se régleront entre Américains. Les États-Unis restent le pays de l'énergie active, et l'Europe doit s'inscrire à ses côtés pour peser, ce qui implique qu'elle définisse elle-même au préalable sa propre ligne directrice.

## **Christine Lagarde, ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi**

Le président de la République souhaite utiliser l'opportunité de la présidence française de l'Union européenne, dans le sens indiqué par Hubert Védrine.

L'Union pour la Méditerranée s'inscrit dans cette volonté de rapprochement avec les zones sud et est de la Méditerranée.

Les problèmes du monde étant effectivement grands, la voix européenne et la voie qu'elle tente de tracer sont bien plus pertinentes que celles des simples nations qui la composent.

## Questions

**Olivier Jay s'interroge sur le terme de « guerre froide » et sur la pertinence de la thèse de sa résurgence actuelle.**

Hubert Védrine estime que la situation n'a rien de comparable. La guerre froide était l'opposition frontale de deux groupes antagonistes que tout opposait, tandis que la situation actuelle est celle d'un système chaotique global, dans lequel les Russes tentent de retrouver une place, sans chercher à fabriquer un système concurrent. La froideur russe actuelle s'inscrit dans leur affirmation d'indépendance à l'égard de l'Occident, qui doit garder son sang-froid sans recourir à une rhétorique déplacée.

Dominique Moïsi estime qu'un climat de guerre froide revient sur le devant de la scène, et qu'il est pour les Russes une réminiscence d'un temps où ils étaient les égaux des États-Unis, réminiscence qui les satisfait. Cela ne signifie pas pour autant que la guerre froide soit revenue.

David Ignatius estime que les mondes bipolaires et multipolaires ont tous deux une stabilité, mais que la transition recèle des dangers. Les petits pays, à l'image de la Géorgie, doivent se garder d'entamer des guerres qu'ils sont incapables de finir sans provoquer l'intervention des grandes puissances.